



LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de René Otayek, avec la collaboration de Daniel C. Bach, François Constantin, Jean Copans, René Lemarchand, Étienne Le Roy, J. Achille Mbembe, Comi Toulabor.

BALTA (Paul) (dossier présenté et établi par) — **L'Islam dans le monde.** — Paris, La Découverte/Le Monde, 1986, 379 p., tabl., bibliogr., index.

Réunir dans un même recueil les articles consacrés à l'islam par *Le Monde* ces dernières années est assurément une heureuse initiative. D'autant que l'ordonnancement thématique choisi par P. Balta permet de cerner d'emblée les questions que le renouveau politique de l'islam pose à la presse et, à travers elle, aux opinions publiques occidentales. On ne s'étonnera donc pas de la part belle faite aux différents radicalismes islamiques — le réformisme du colonel Kadhafi, le chiïsme en Iran et au Liban, les Frères musulmans... Ce faisant, *L'Islam dans le monde* n'évite pas toujours les simplifications abusives et ce, en dépit du recours à quelques signatures scientifiquement reconnues (M. Robinson, H. Corbin, O. Roy...), hélas trop rares ! Ce travers est cependant partiellement corrigé par le travail de présentation et les commentaires de P. Balta. Son propos est pédagogique et consiste à offrir au lecteur non spécialiste une première ouverture au monde de l'islam. Il est cependant regrettable que, dans ce vaste et utile survol, l'islam en Afrique noire soit réduit à la portion congrue — 9 pages sur un total de 379, c'est (vraiment) trop peu ! —,

situation reflétant sa marginalité dans l'islamologie médiatique, mais quelque peu absurde eu égard à son expansion au sud du Sahara, phénomène aux multiples implications sociales et politiques qui, de plus en plus, retient l'attention non seulement des africanistes de toutes disciplines, mais également des spécialistes du monde arabo-islamique [R.O.].

KODJO (Edem) — **Et demain l'Afrique...** — Paris, Stock, 1986, 366 p.

Bien écrit et solidement argumenté, cet ouvrage présente un bilan souvent sans complaisance de l'état du continent africain. Secrétaire général de l'OUA de 1978 à 1983, l'auteur est à même de souligner à travers des exemples précis le contraste entre l'assise historique, les potentialités économiques et humaines du continent et son « intolérable absence » dans l'évolution mondiale, vingt-cinq années après les indépendances. Poursuivant son propos, E. Kodjo s'attache à mettre en exergue les éléments constitutifs d'une telle situation. L'intérêt de la démarche tient à ce que l'auteur appréhende le continent dans sa globalité, sans ignorer les particularismes régionaux et culturels ou la dimension proprement mondiale de nombre

de thèmes évoqués. Ce sont les paradoxes de l'indépendance, « synonyme du renforcement de la dépendance des pays africains », la constatation de l'inadéquation dramatique des modèles d'enseignement, de formation et de perception des réalités africaines, la dénonciation du « despotisme obscur » des autocraties civiles ou militaires. L'auteur s'insurge avec virulence contre les tentatives de justification de l'omniprésence du parti-État et de ses corollaires : la quasi-inexistence des libertés fondamentales et l'absence de contre-pouvoirs. Le constat est lucide, exempt de démagogie et ne va pas sans un certain courage, même si l'auteur demeure visiblement soucieux de ne pas heurter nominale-ment les pouvoirs en place qu'il dénonce. L'objet du livre, construit telle une démonstration (ou la dissertation d'un énarque ?) est autre, tout entier contenu dans sa troisième partie à qui l'ouvrage doit son titre. L'ancien secrétaire général de l'OUA s'y fait l'avocat de stratégies de « refus de la résignation » et préconise un renouveau du panafricanisme. Pour décevant que soit le rôle de l'OUA à cet égard, son fonctionnement doit être mesuré à l'aune des intentions de ses fondateurs. Il est bon d'entendre une personnalité comme E. Kodjo rappeler avec lucidité que « créée pour stabiliser la carte politique africaine héritée du partage colonial, l'OUA est un organisme à vocation bien déterminée : maintenir les nouveaux États dans leur morphologie originelle. Elle réalise ce paradoxe monumental d'être une organisation de l'unité qui entretient l'émiettement de l'espace politique africain ».

Apôtre d'un « panafricanisme rationalisé » qui fournirait à l'Afrique une idéologie du redressement et du développement, l'auteur s'inspire des propositions du Plan d'action de Lagos (adopté alors qu'il était encore en poste), en proposant l'établissement de pôles fédérateurs, autour d'États à même de jouer un rôle moteur dans la formation de marchés communs régionaux : Nigeria en Afrique de l'Ouest, Zaïre en Afrique centrale, Éthiopie dans la Corne, Zimbabwe et Angola en Afrique australe... Parallèlement à la mise

en place de ces pôles, une réforme de la charte de l'OUA pourrait permettre de revitaliser ses différents organes, dès lors à même de sous-tendre une dynamique unitaire proprement continentale. Celle-ci serait axée sur l'établissement des fondements militaires et stratégiques indispensables à une revalorisation de l'Afrique dans l'équilibre géopolitique mondial. Sans guère s'apesantir sur les conditions concrètes de mise en œuvre d'un tel projet, l'auteur évoque à titre d'exemples le développement d'une communauté africaine de défense, l'accession de l'Afrique « au pouvoir égalisateur de l'atome », la mise en place d'une « armée africaine » et d'une « grande agence africaine de renseignements »...

Affirmer que le projet est ambitieux est peu dire pour quiconque connaît le sort des expériences régionales mises en œuvre dans les vingt-cinq dernières années et l'on regrette ici que l'auteur ne les analyse pas, s'attachant plus à rendre compte avec brio des effets intégrateurs du *Zollverein* allemand qu'à cerner les écueils rencontrés par la CEDEAO, la CEAO ou la PTA. On ne voit guère comment l'auteur peut affirmer que le Plan de Lagos, adopté par les chefs d'État de l'OUA en 1980, a reçu plus qu'un début d'exécution en ce qui concerne la formation de pôles d'intégration régionale (p. 278). Au regard des évolutions récentes (expulsions de citoyens de la CEDEAO en Afrique de l'Ouest, multiplication des réfugiés, fermeture des frontières, instabilité et incertitudes croissantes pesant sur la SADCC et la PTA en Afrique australe, accumulation des difficultés de trésorerie des organisations régionales), on ne peut s'empêcher de trouver un côté surréaliste aux perspectives panafricaines proposées. Mais peut-être faut-il considérer que, à cet égard, le propos entend être d'abord une sorte de testament politique, l'occasion d'exprimer le fruit de réflexions aiguillonnées par cinq années de vécu quotidien des difficultés et de l'enlisement de l'OUA, inacceptables au regard des échéances auxquelles les États du continent sont tous confrontés [D.C.B.].

VERDIER (Raymond), ROCHEGUDE (Alain) (textes présentés et réunis par) — **Systèmes fonciers à la ville et au village. Afrique noire francophone.** — Paris, L'Harmattan (coll. « Alternatives paysannes »), 1985, 296 p.

Parmi les publications récentes traitant des questions foncières sur le continent africain, aucun manuel n'était consacré à un recensement des problèmes que posent leurs dimensions juridiques dans une perspective pluridisciplinaire. Malgré des erreurs formelles qui étonnent de la part de juristes, l'ouvrage sera utile pour les étudiants avancés qui trouveront là des synthèses de travaux ou d'expériences antérieures. Seront particulièrement utiles les analyses d'A. Rochegude, rappelant que le droit de la terre ne saurait se limiter au droit foncier, de J.-P. Raison qui commente « la valeur différentielle du milieu qu'ils (les paysans) peuvent exploiter », de B. Moleur, expliquant durant la période coloniale les modalités de l'« infériorité institutionnalisée du droit des indigènes » (p. 94) et de Prouzet et Kobo, illustrant les trois barrières que doit affronter une politique de l'urbanisme dans les zones péri-urbaines (occupations sauvages du domaine privé, droits coutumiers et appropriations privées). Ces arguments, présentés auparavant dans *Enjeux fonciers en Afrique noire*, étaient déjà appréciés et seul tranche le texte de J.-P. Magnant, décrivant le processus incomplet de sédentarisation des Arabes dans le sud du Tchad.

Bien que sacrifiant souvent aux idées générales, il manque à la publication une problématique commune originale. C'est d'autant plus regrettable que, depuis quelques années, les thèses contradictoires ne manquent pas et que certains des auteurs ont anciennement (pour M. Bachelet) ou récemment (pour A. Rochegude) proposé aux organismes internationaux des politiques juridiques qui méritent une discussion collective. Plutôt que de sembler s'ignorer, les trop rares chercheurs qui travaillent sur les mêmes thèmes ne devraient-ils pas unir leurs efforts ? [E.L.R.]

SPENCER (John) — **KAU : the Kenya African Union.** — London/Boston/Melbourne, KPI Ltd, 1985, 296 p.

J. Spencer apporte une pièce complémentaire à cette histoire du Kenya qui est en train de s'écrire grâce au dynamisme d'un ensemble d'historiens et de chroniqueurs travaillant ou ayant travaillé au département d'histoire de l'Université de Nairobi.

La chronique ici présentée nous conduit de Harry Thuku à Jomo Kenyatta, et de la *Kikuyu Central Association* à l'orée de la *Kenya African National Union*. Cette tranche d'histoire (1918-1953) est traitée à partir d'un travail de recherche historique exhaustif, alimenté par une enquête bibliographique alliant les sources académiques, les documents bruts (débat parlementaires, libelles...), la presse, traditionnellement si riche en cette partie de l'Afrique, ainsi que par l'enquête directe auprès des acteurs que J. Spencer s'est efforcé de retrouver.

Il en résulte un récit dont le tourbillon nous emporte de la fin de la Première Guerre mondiale à l'émergence du mouvement mau-mau. Même si J. Spencer se veut davantage narrateur qu'analyste, son récit rappelle que fondamentalement, la paix coloniale (*pax britannica* en l'occurrence) n'a jamais été totale, puisqu'à peine achevée la mise en place de l'administration coloniale, les premiers signes du nationalisme moderne se manifestent. L'implacable logique simpliste du colonialisme est ainsi retranscrite ; à trente ans d'intervalle, le pouvoir colonial local ne paraît pas avoir appris beaucoup : toute revendication est passible de répression. Il est évidemment beaucoup question du pays kikuyu, même si les personnages qui entrent en scène, au fil des ans, dépassent ce seul horizon ethnique. L'accent est d'ailleurs mis par l'auteur sur la dimension institutionnelle des péripéties qui marquent la période de référence.

C'est dire que tout en apportant un éclairage de qualité sur une période cruciale, J. Spencer est loin d'épuiser le sujet, ce qui n'était pas sa prétention [F.C.]

HART (Keith) — **The Political Economy of West African Agriculture.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 226 p.

WATTS (Michael) — **Silent Violence. Food, Famine and Peasantry in Northern Nigeria.** — Berkeley, University of California Press, 1983, 687 p., bibliographie.

SHENTON (Robert) — **The Development of Capitalism in Northern Nigeria.** — London, James Currey, 1986, 170 p.

K. Hart, le célèbre « inventeur » du secteur informel en 1973, nous offre avec son économie politique une des synthèses les plus intelligentes et les moins économistes qui soient de l'agriculture ouest-africaine. L'ouvrage est le sous-produit d'un panorama de la littérature rédigé pour l'USAID et d'une bibliographie annotée. Celle-ci est reprise dans l'ouvrage et confirme la connaissance des travaux français, ce qui est extrêmement rare chez les chercheurs anglo-saxons. L'étude de K. Hart se situe dans la mouvance de la tendance « libérale » et « marchande » de critique et de réévaluation de l'économie politique du développement (voir Bates ou Hyden). Mais aux penchants trop politistes de cette critique, Hart préfère la perspective historique et anthropologique. C'est pourquoi la moitié du texte est consacrée à l'examen des contextes historiques et sociaux de la production agricole, et à son organisation technique et sociale (les différentes branches de la production). La seconde moitié porte sur le rôle de l'État, des marchés et du capital. Mais même dans cette partie, l'attention anthropologique de l'auteur est en éveil : les nouvelles formes d'inégalités, les rapports entre hommes et femmes, l'organisation du travail sont traités en priorité. Comme dans toute cette littérature « critique », la conclusion manifeste à la fois une mauvaise conscience et un sentiment réformiste ou utopique : « What is to be done ? ». A l'évidence, il faut améliorer et augmenter la productivité dans l'agriculture. Et même de ce point de vue, le poids de l'émigration vers les

villes n'est pas forcément une mauvaise chose. Il faut favoriser la petite production paysanne et rendre attractive, commercialement parlant, l'agriculture de subsistance. Les formes politiques favorisent ou défavorisent cette stratégie. K. Hart va jusqu'à regretter le panafricanisme de Nkrumah ; c'est, en 1982 (ou 1987 !), pousser le romantisme utopique ou révolutionnaire un peu loin ! Cela dit, K. Hart maîtrise si bien son sujet qu'on en vient à souhaiter un élargissement de son analyse à l'Afrique tout entière. On pourra d'ailleurs compléter la lecture de son ouvrage par son étude « The Social Anthropology of West Africa » (*Annual Review of Anthropology*, vol. 14, 1985, pp. 243-272). L'évaluation de Hart est aussi une excellente introduction à l'essai de P. Hill, *Development Economics on Trial* (Cambridge, 1986), car c'est une citation de son livre qui sert d'exergue à P. Hill : « Dans la mesure où l'économie est une des sources de légitimation des décisions gouvernementales, cette discipline moderne est par elle-même un des obstacles décisifs au développement des régions arriérées ».

Il y a évidemment économie politique et économie politique. Les usages de M. Watts ou R. Shenton sont d'une tout autre portée. Le monument de Watts ne relève pas que de la géographie ; son étude est pluridisciplinaire et il semble en quelque sorte être un homme orchestre. Anthropologie économique villageoise, histoire précoloniale et coloniale, écologie de la sécheresse et de la famine, économie politique du capitalisme nigérian constituent autant de monographies quasi indépendantes. Il y en pour tous les goûts, mais par moments, l'indigestion guette le lecteur. Nous avons là en tout cas un excellent produit du néo-marxisme et du radicalisme à l'américaine : la famine, cette violence silencieuse, est replacée dans ses contextes socio-historiques. Cette étude de terrain (1977-1978) porte sur le pays haoussa, c'est-à-dire historiquement sur le califat de Sokoto. Les formes et les effets du changement social, l'apparition d'une petite paysannerie marchande et sa soumission aux lois du marché sont au cœur de la démonstra-

tion de M. Watts. D'ailleurs, soit dit en passant, l'économie de marché n'a pas que des effets libérateurs et les adeptes de la « libéralisation africaine » devraient lire M. Watts pour apprendre le véritable réalisme et critiquer leurs propres illusions.

L'économie politique de la famine et de la production villageoise telle qu'elle est conçue et pratiquée par l'auteur me paraît excellente et répond concrètement aux questions que plusieurs chercheurs français se posaient dès 1974 : M. Watts essaie de donner toute leur place et toute leur efficacité aux divers éléments des milieux naturels et « humains ». L'histoire permet de repérer les différents types de famine. Les modes domestiques de reproduction se transforment à la suite de leur « marchandisation ». Et comme les famines possèdent une structure logique, l'incapacité d'y faire face provoque des phénomènes « vicieux », irréparables.

L'accroissement de la vulnérabilité des sociétés dans le temps, les effets pervers du « boom » pétrolier (un chapitre entier est consacré à cette question) sont des réalités sociales et non des accidents écologiques ou naturels. M. Watts écrit dans un style très intelligible et replace toujours sa réflexion dans une critique des lieux communs et des théories dominantes. Qu'il faille étiqueter cette approche en termes d'économie politique et non pas de géographie ou d'anthropologie est une position idéologique et non méthodologique. Certes, l'auteur entend par là la référence à un contexte global et historique, à une situation non seulement nigérienne, mais surtout internationale. Ses conclusions ultimes sont assez désespérées. A la suite d'un examen du « boom » pétrolier et de la situation alimentaire et agricole, il estime que la voie est libre pour un développement capitaliste accru à la campagne avec, pour effet, une polarisation violente des catégories sociales. Citant B. Moore et J. Berger, M. Watts constate que les paysans sont toujours les victimes (dans le cadre du capitalisme) et que le Nigeria se trouve au seuil du dernier acte d'une élimination historique.

Une bibliographie de 80 pages

(comprenant les séries d'archives dépouillées) complète le texte de ce que l'on peut considérer d'ores et déjà comme un classique des études africaines.

L'objet de R. Shenton (qui a écrit un article avec M. Watts) est justement le développement du capitalisme dans le nord du Nigeria. Cet ouvrage traite de la période 1900-1939 et part de l'hypothèse de G. Kay que le sous-développement (capitaliste) n'est pas le résultat d'une super-exploitation, mais au contraire d'une exploitation insuffisante. Cela tient à la nature parasite du capital dominant dans le Nord-Nigeria, c'est-à-dire à sa nature uniquement marchande et commerciale. R. Shenton se fonde largement sur des documents d'archives pour décrire la politique coloniale en matière d'implantation capitaliste. Refusant les digressions théoriques si fréquentes chez ses camarades « radicaux », il se contente d'analyser les faits. Mais sa conception de l'État reste malgré tout prisonnière de cette perspective néo-marxiste (et poulantzasienne !). L'État, arène des conflits de classe, est aussi l'instrument de certaines fractions. Il est donc élément des relations de production et parfois acteur. La formation de cet État ou appareil d'État colonial, la concentration et la centralisation du capital qu'il opère n'empêchent nullement la crise fiscale et la remise en cause des formes de « développement » des années trente. R. Shenton arrête son histoire à la veille de la Seconde Guerre mondiale parce que les transformations profondes des conditions de production (formes d'exploitation, productivité, intensification de la production) ouvrent une autre période historique. Bref, cette histoire économique est là bienvenue, même si sa (fausse) timidité théorique, ses limites chronologiques et sa vision par le haut semblent la rendre un peu désuète face à l'histoire sociale à la mode.

Signalons, pour terminer, les numéros 34 (1985), 35 et 37 (1986) de *Review of African Political Economy* qui portent tous plus ou moins sur l'économie politique et les luttes politiques du Nigeria des années 1980. Une manière de mettre à jour l'économie

politique de R. Shenton et M. Watts [J.C.].

BEINART (William) — **The Political Economy of Pondoland, 1860-1930.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 220 p.

BONNER (Philip) — **Kings, Commoners and Concessionaries. The Evolution and Dissolution of the Nineteenth-Century Swazi State.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 316 p.

MARKS (Shula), RATHBONE (Richard) (eds) — **Industrialisation and Social Change in South Africa. African Class Formation, Culture and Consciousness, 1870-1930.** — Harlow, Longman, 1982, 383 p.

VAN ONSELEN (Charles) — **Studies in Social and Economic History of the Witwatersrand, 1886-1914.** — Vol. I, New Babylon, Vol. 2, New Nineveh/Harlow, Longman, 1982, 213 p. et 220 p.

COPLAN (David B.) — **In Township Tonight! South Africa's Black City Music and Theatre.** — Harlow, Longman, 1985, 278 p.

L'histoire économique, sociale et culturelle de la période qui a vu la véritable naissance de l'Afrique du Sud (le dix-neuvième siècle jusqu'à l'entre-deux-guerres) est en pleine expansion. Largement pratiquée par les Sud-Africains eux-mêmes (mais blancs), elle a depuis presque une dizaine d'années ses revues (*Journal of Southern African Studies*), ses conférences (le « *History Workshop* » du *African Studies Institute* de l'Université de Johannesburg) (1) et même ses figures charismatiques plus ou moins engagées (S. Marks, Ch. Van Onselen, B. Bozzoli, etc.). Cette histoire est à la fois précoloniale et coloniale dans la mesure où elle se consacre à de nombreux objets anthropologiques. C'est aussi et surtout une histoire politique : en filigrane, il s'agit d'examiner les modalités de constitution de l'État

ségrégationniste sud-africain et l'apparition des classes sociales dominantes et dominées. Cette histoire sociale largement inspirée par l'historien britannique E.P. Thompson est également une réaction à l'économie politique néo-marxiste des années 1970 par trop structuraliste et économiste.

Cette histoire sociale est d'abord celle des transformations rurales. W. Beinart est (avec C. Bundy) l'un des meilleurs historiens de cette question : il examine les conditions de production locale (agricole et pastorale), les transformations de l'État sud-africain qui conduisent à l'agriculture commerciale et à la migration dans le Pondoland. Ces contraintes le conduisent à décrire les différenciations et conflits de « classe », tout en prenant en considération l'élément politique. La notion de résistance aux changements (résistance active mais pas seulement violente) est au centre de grand nombre de ces études.

L'État swazi est le résultat d'une histoire régionale fort complexe et d'une tentative d'adaptation aux nouvelles contraintes politiques et économiques (y compris les découvertes minières du Rand). L'ouvrage de Ph. Bonner (qui vient, en décembre 1986, d'être banni une seconde fois de l'Afrique du Sud à cause de son engagement auprès des syndicats noirs) est une anthropologie sociale et historique qui met en lumière le rôle du commerce, les mécanismes internes et parentaux d'inégalité, la fonction politique.

Le recueil de Marks et Rathbone (en quelque sorte la suite à S. Marks and A. Atmore (eds.), *Economy and Society in Pre-industrial South Africa*, Longman, 1980) mérite bien son titre. La quinzaine de chapitres qui le composent porte sur les structures du travail à la campagne et dans les mines. Mais un tiers des articles est consacré à des sujets bien culturels comme l'apparition des mouvements politiques noirs, les loisirs, la naissance d'une culture ouvrière africaine. Ces études sont toutes plus fascinantes les unes que les autres et l'on retiendra la longue introduction des responsables du volume qui décrivent les grandes tendances et les

problèmes de cette histoire sociale et culturelle de la société sud-africaine moderne.

Le chercheur sud-africain le plus reconnu et le plus influent de cette « nouvelle » histoire est Ch. Van Onselen à qui nous devons déjà le fameux *Chibaro* sur les mineurs africains de Rhodésie (1976). Son livre sur le Johannesburg du tournant du siècle est dans la tradition des monographies historiques et sociales des grandes métropoles occidentales. Mais c'est un Johannesburg très spécifique que nous présente l'historien : celui des catégories sociales et ethniques progressivement marginalisées dans le processus même de l'industrialisation et de l'urbanisation. Ch. Van Onselen aborde le thème du contrôle social (la consommation d'alcool, la prostitution), la division du travail domestique (les bonnes, les « blanchisseurs » zoulous), les chômeurs et l'armée de réserve (les Afrikaners, le *lumpenproletariat* africain et le banditisme). Le Johannesburg de Van Onselen est donc un reflet indirect des grands mouvements sociaux et économiques en cours à cette époque et ce choix lui a été reproché par des collègues plus « engagés ». Mais pour ceux qui voudraient avoir une idée de la richesse de cette histoire industrielle, il suffit de se reporter à la synthèse de Selim Gool (*Mining Capitalism and Black Labour in the Early Industrial Period in South Africa. A Critique of the New Historiography*, Lund, 1983, 239 p.) qui présente bien l'ensemble des travaux de cette « école ».

Cela dit, la perspective culturelle débouche sur l'analyse historique et sociale de phénomènes proprement culturels. L'ouvrage de Coplan nous mène du XIX^e siècle et des sociétés esclavagistes africaines au jazz le plus moderne, comme celui de Dollar Brand. L'auteur, à la fois musicologue, anthropologue et historien, retrace la genèse des musiques noires ainsi que du théâtre. Le contexte social des représentations et de la diffusion culturelle est particulièrement bien mis en évidence. Cette image d'une société africaine productrice de valeurs et d'outils culturels spécifiques

et originaux confirme la complexité de la ségrégation et de l'apartheid.

En bref, ces quelques exemples sud-africains donnent une idée des possibilités d'une véritable histoire sociale (et culturelle) de l'Afrique moderne. Que nous en sachions moins, à la lumière de ces ouvrages, sur Kinshasa, Dakar ou Nairobi n'est que l'un des paradoxes des études africaines ! [J.C.]

(1) Les trois premiers séminaires ont été publiés. Voir notamment le second *Town and Countryside in the Transvaal*, ed. by Belinda Bozzoli, Johannesburg, Ravan Press, 1983, 446 p.

SANDBROOK (Richard) — **The Politics of Basic Needs. Urban Aspects of Assaulting Poverty in Africa.** — London, Heinemann, 1982, 250 p., bibliogr.

Voici un bon livre toujours utile. Il a été rédigé avant les réflexions qu'on a pu lire dans ce numéro et ses qualités pédagogiques l'emportent largement sur l'ambiguïté des conclusions qui annoncent *The Politics of Africa's Economic Stagnation* (1985). Le choix de la pauvreté urbaine comme point de départ est un choix politique : l'inégalité et l'exploitation y sont les plus visibles, de même que s'y concentrent « les ressources organisationnelles de l'opposition » (p. 24). R. Sandbrook commence par évoquer le contexte économique national : l'urbanisation et l'industrialisation dépendantes, le rôle de l'État, la formation des classes et l'accumulation du capital. C'est surtout la seconde partie de l'ouvrage qui retient notre attention, car il s'agit d'une véritable sociologie des classes populaires urbaines et d'une synthèse de l'excellente littérature des années 1970. L'auteur expose les limites de la prolétarisation, dénonce le mythe idéologique de l'aristocratie ouvrière et entreprend une « anatomie des masses urbaines ». Le secteur informel et les petits producteurs marchands ou capitalistes, les ouvriers, les « marginaux » (chômeurs ou sans-emploi),

tout comme les chômeurs intellectuels font l'objet d'une mise au point stimulante. De l'anatomie, on passe enfin à la physiologie (en quelque sorte), grâce à l'analyse des mécanismes de contrôle social et des luttes urbaines.

Cette étude de sociologie politique est dans le droit fil de l'ouvrage collectif édité par Sandbrook et Cohen en 1975, *The Development of an African Working Class*. La conclusion porte sur les tentatives de solution, tentatives qui doivent beaucoup aux réflexions sur les besoins essentiels du Bureau international du travail et des ONG. Malgré sa critique des messianismes organisationnels ou idéologiques, R. Sandbrook rejoint le G. Hyden de *No Shortcuts to Progress* dans sa valorisation des actions à la base et de l'animation. Mais ces perspectives réformistes (au bon sens du terme) sont en léger porte à faux par rapport au radicalisme des chapitres précédents. La quiétude urbaine s'accompagne d'émeutes sporadiques. Les États sont de plus en plus démunis financièrement et matériellement, et les banqueroutes des années 1980 n'annoncent aucune possibilité de lendemain qui chante. Un travail comparatif plus systématique est maintenant de rigueur, mais R. Sandbrook nous a ouvert la voie pour comprendre la sociologie des masses urbaines. Enfin, la très riche bibliographie de cet ouvrage en fait un instrument de travail des plus précieux et toujours d'actualité [J.C.].

AMSELLE (Jean-Loup), M'BOKOLO (Eli-
kia) (sous la direction de) — **Au cœur
de l'ethnie : ethnies, tribalisme et
État en Afrique.** — Paris, La Découverte
(coll. « Textes à l'appui »), 1985,
225 p.

Le cœur de l'ethnie a-t-il ses raisons que la raison ne connaît pas ? Pourquoi et comment y puise-t-on des raisons d'espérer et de résister ? Les schémas d'intelligibilité produits par les monographies de l'époque coloniale ne nous éclairent guère sur ces questions ; quant

à ceux que nous offrent certains ethnologues marxistes, ils occultent trop volontiers les éléments qui dépassent le cadre de leurs prémices. A la lecture des travaux de M. Godelier, pour ne citer que lui, on aurait pu croire que l'ethnie portait le cœur à gauche... Cet excellent recueil montre qu'il n'en est rien.

Tout en soulignant l'arbitraire de la démarche qui unit les faiblesses de l'école marxiste aux effets pervers des modèles d'origine missionnaire ou coloniale, cette réflexion interdisciplinaire (ou, plus précisément, bidisciplinaire) nous propose une lecture du phénomène ethnique qui nous permet d'en saisir les dynamismes dans toute leur fluidité. Rien de plus instructif à cet égard que la manière dont J.-L. Amselle utilise la notion d'espace — espaces coloniaux et précoloniaux, espaces d'échange, espaces étatiques, politiques et guerriers — pour appréhender « les phénomènes de diastole et de systole, de va-et-vient, en un mot les processus de composition, de décomposition et de recomposition qui se déroulent à l'intérieur d'un espace continental » (p. 29). Les pièges de la réification nous sont parfaitement dévoilés à travers les cinq études de cas qui font suite à l'essai d'anthropologie « topologique » de J.-L. Amselle : nous sommes loin du concept autoréférentiel de « tribu », plus ou moins folklorisé, désossé et vide de tout contenu analytique !

L'ouvrage a le défaut de ses qualités. Cette déconstruction de l'objet ethnique qui nous est proposée réactualise avec bonheur et originalité l'apport scientifique des chercheurs du Rhodes-Livingstone Institute, notamment des travaux de M. Gluckman et C. Mitchell ; malheureusement, cet *aggiornamento* ne dépasse guère les paramètres de l'anthropologie sociale, revue et corrigée à la lumière du concept d'espace. On cherche en vain une référence aux percées théoriques de la science politique américaine dans le domaine de l'ethnicité ; sans vouloir surestimer la valeur de ces travaux, nous pensons qu'il est imprudent de les ignorer. Au risque d'être taxé de chauvinisme « ethno-disciplinaire », on peut dire que si notre compréhension des phénomènes

ethniques en Afrique (et ailleurs) a progressé de façon décisive au cours des deux dernières décennies, c'est en grande partie grâce à l'apport de la science politique comparative américaine.

Accidentelle ou délibérée, cette lacune explique un certain nombre de faiblesses dont souffre *Au cœur de l'ethnie*. On regrettera, par exemple, que le primat du politique en tant que variable sensible ait été trop souvent tenu à l'écart. En Afrique tout particulièrement, l'ethnicité tourne autour de rapports de force. Sans doute les effets pervers, en tout cas réifiant, de la vulgate coloniale appartiennent-ils au domaine du politique (ce que la plupart des contributions mettent très bien en lumière, celles de J.-P. Chrétien et J. Bazin encore mieux que d'autres) ; mais à cela s'ajoute la dialectique des rapports de force entre groupes en présence. Légitimés par la mythologie coloniale, mis en cause par les indépendances, politisés par le vote, mobilisés par les élites, ces rapports mettent en mouvement des stratégies qui dépassent à la fois le poids de l'histoire et les contraintes de l'artefact ethnique d'origine coloniale. « Comme pour les fantômes », écrit J. Bazin, « la question n'est pas de savoir si (l'ethnie) existe ou non, mais quelles sont les conditions de son apparition » (p. 112). Les crises de l'État, l'irruption des processus électoraux et de la compétition politique, l'émergence de nouveaux enjeux, la mise en œuvre de nouvelles stratégies de mobilisation, telles sont les conditions qui ont présidé à la politisation du phénomène ethnique. L'ethnie « mobilisée » est un fantôme autrement plus menaçant que celui qui surgit des œuvres missionnaires et rapports administratifs coloniaux ! Vouloir les renvoyer dos-à-dos, sous prétexte qu'ils appartiennent l'un et l'autre à un théâtre d'ombres, n'est pas sans soulever d'évidentes difficultés. Nier les tensions ethniques faute de pouvoir les résoudre, comme c'est le cas dans un certain nombre d'États, peut aussi aboutir à de curieux asservissements.

Autant que la mise entre parenthèses de la dimension politique, on ne peut s'empêcher de regretter que la

réflexion comparative n'ait pas davantage retenu l'attention des éditeurs. Car c'est la boussole de l'analyse comparée qui nous permet d'orienter notre jugement, de comprendre pourquoi les tensions ethniques ont pris des formes très différentes dans le temps et dans l'espace, et pourquoi certains systèmes politiques (par exemple la Côte-d'Ivoire, la Tanzanie, le Sénégal) ont réussi à gérer la crise de l'ethnie, là où d'autres ont succombé. Alors que chacune des études de cas offre au lecteur une analyse exceptionnellement riche et nuancée des ethnies « en question », l'induction du spécifique au général, de la description à la comparaison, est largement escamotée. Se trouvent du même coup laissées pour compte un certain nombre de questions fondamentales ayant trait aux rapports entre conscience de classe et conscience ethnique, à la place des facteurs socio-culturels dans le processus de mobilisation ethnique, au débat entre « primordialistes » et « instrumentalistes ».

Touchez pas à mon ethnie ! : c'est un peu le message subliminal qui nous parvient au terme de cette lecture ; car malgré l'apport des historiens, l'impression qui s'en dégage est qu'en France, à la différence de ce qu'on peut constater aux États-Unis et en Grande-Bretagne, l'ethnie reste le domaine privilégié de l'enquête ethnologique. Ce qui ne manque pas de surprendre lorsqu'on songe que le terme se rapporte à un phénomène éminemment politique ; la question se pose de savoir si une approche véritablement interdisciplinaire ne nous aurait pas mieux aidé à comprendre et cerner cette réalité politique [R.L.].

Afrique plurielle, Afrique actuelle. Hommage à Georges Balandier. — Paris, Karthala (coll. « Hommes et Sociétés »), 1986, 272 p.

Le livre d'hommage, le « *liber amicorum et discipulorum* », plus valorisant que le vulgaire « mélanges en l'honneur de... », a plus de mérites qu'il n'y paraît, surtout quand il concerne et

honore le véritable chef d'orchestre de l'anthropologie française, celui qui nous a tous formés, en haut de cet escalier « E » que célèbre dans son introduction E. Terray, escalier qui, pour les non-initiés, était la voie d'accès, magique, aux enseignements du Centre d'études africaines en Sorbonne dans les années soixante.

Georges Balandier est, on s'en rend de plus en plus compte actuellement, plus que « le pape » Claude Lévi-Strauss, le véritable fondateur et inspirateur de l'anthropologie contemporaine, anthropologie qui se veut une lecture sensible de l'actuel sans sacrifier aux modes de l'actualité. Par la diversité des thèmes majeurs de son œuvre, thèmes repris dans cette publication pour rythmer les interventions successives du « carré » des fidèles élèves, G. Balandier rompt à la fois avec l'idéal monographique, l'approche fonctionnaliste et certaines prétentions théoriques qui pouvaient avoir tendance à devenir terroristes. Il a ainsi donné à voir et à penser à au moins deux générations de chercheurs et d'universitaires qui lui devaient bien cet « Hommage ».

Mais ce genre littéraire propre au monde universitaire peut prêter à une double lecture, l'une classique de contenu, l'autre plus anthropologique. Le livre d'hommage peut être l'occasion d'un rituel de la mise à mort symbolique du père — chef de laboratoire ou fondateur d'école — ou l'occasion d'invoquer les ancêtres, de se créer une généalogie, d'affirmer la légitimité des uns et l'illégitimité des autres, bref d'interroger ou de valider les traditions intellectuelles sans lesquelles il n'y a pas ces « piétés d'institution » sur lesquelles concluait P. Bourdieu lors de sa leçon inaugurale au Collège de France en 1982.

A une exception près, c'est la seconde tendance qui domine, clairement dans les contributions de P.-P. Rey, J.-L. Amselle, M. Augé ou M.-H. Piault, ou en tant que « contre-point » (Bonnafé) à une œuvre personnelle. On a également l'impression qu'un autre critère de sélection des intervenants a été leur position à l'égard du structuralisme plutôt que du

marxisme. Mais cela n'a pas besoin d'être dit et paraît secondaire car cet ouvrage, avec des signatures déjà « prestigieuses », démontre surtout la variété des filières et des interrogations scientifiques.

Constamment passionné, j'ai plus particulièrement apprécié les contributions réunies dans les chapitres intitulés *L'Afrique ambiguë*, *Sens et puissance* et *Les Brazzavilles noires*. Par contre, les textes réunis à propos d'*Anthropologie politique* ou d'*Anthropo-logiques* nous parlent parfois de l'actuel, mais selon ce mode « décomposé » d'exposition qui fait croire que l'objectif de l'ethnologie est de couper les cheveux en quatre à propos du sexe des anges. J'ai donc plus apprécié les empêcheurs de penser en rond que les esthètes de l'ethnographie classique, tout en étant séduit par la qualité de l'écriture et la clarté de la méthode. Ce n'est pas un hasard si ce sont aussi deux des qualités majeures de l'œuvre de G. Balandier qui aura ainsi imposé non seulement une certaine sensibilité mais aussi une exigence éthique et littéraire [E.L.R.].

NURSE (Derek), SPEAR (Thomas) — **The Swahili : Reconstructing the History and Language of an African Society, 800-1500.** — Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1985, 133 p., bibliogr., cartes.

Les deux auteurs tentent de détruire un mythe persistant depuis le XIX^e siècle, à savoir que la civilisation swahili de la côte est-africaine fut modelée par les influences perses et arabes. Mais en faisant valoir la prépondérance de l'élément autochtone et spécifiquement bantou, ils ne nient pas les emprunts. Ils soulignent cependant que ces emprunts furent réciproques. Ce point de vue est soutenu par les développements récents de l'historiographie anglo-saxonne. Dans cette redécouverte de la primauté des dynamismes autochtones, la linguistique historique comme clé de reconstruction s'avère utile. Elle est corroborée par les données archéologiques qui, selon les

deux auteurs, ne livrent pas d'évidences de l'influence arabe avant 1100. Nurse et Spear montrent que ce qui fit la différence entre les Swahili et leurs voisins, ce fut l'existence d'une diaspora commerçante qui sut maîtriser le commerce maritime et les conséquences socio-économiques qui en découlèrent. Cette brève étude passe en revue l'historiographie récente concernant la région. Dotée d'une bibliographie étendue, avec cartes et appendice linguistique, elle est une utile introduction à l'étude des sociétés locales. On peut cependant s'interroger sur le parti pris des auteurs de considérer que lesdites sociétés constituèrent un modèle unique de civilisation (la civilisation dite swahili). Le rôle de l'islam avant 1500 est étonnamment éludé. Il est vrai que l'étude s'arrête à 1100 ! [J.A.M.]

ERLICH (Michel) (préf. de Marc Augé)
— **La Femme blessée. Essai sur les mutilations sexuelles féminines.** —

Paris, L'Harmattan, 1986, 326 p., cartes, bibliogr., index.

Témoignage fondé sur une expérience professionnelle à Djibouti où l'auteur a exercé pendant dix ans comme médecin, cet ouvrage pose un regard lucide sur la femme mutilée. A partir d'une foisonnante bibliographie, M. Erlich propose une étude historique et clinique des différentes opérations mutilantes dont il fait un inventaire stupéfiant. L'approche comparatiste, sociologique et ethnopsychologique dépassionne le débat sur la femme blessée et confond les idées toutes faites. Les lecteurs aux convictions arrêtées — dont je suis — se trouvent désorientés par l'intelligence, l'honnêteté et la justesse de ton de l'analyse et devront réviser leurs discours sexistes et racistes sur ces pratiques sociales que d'aucunes considèrent comme une barbarie exotique alors qu'elles ont été quasi universelles [C.T.]